

HL/MVD



Ministère de l'Industrie et du Commerce Extérieur

Direction de l'Action Régionale
et de la Petite et Moyenne Industrie

Sous-Direction de la Sécurité Industrielle

Département du gaz et
des appareils à pression

DM-T/P **25 706**

Paris, le 5 NOV. 1992

Le chef du département du gaz
et des appareils à pression

à

Monsieur le directeur régional
de l'industrie, de la recherche
et de l'environnement
de la région Ile-de-France
6-10, rue Crillon
75100 PARIS CEDEX 04

OBJET : Application de l'arrêté du 23 juillet 1943 aux
bouteilles frettées non entièrement métalliques
relevant de l'arrêté du 9 février 1982.

REF : Lettre TI-92-106-1 du 30 juin 1992.

Par lettre citée en référence, vous m'avez interrogé
sur le sujet cité en objet.

Vous notez en particulier que l'arrêté du 23 juillet
1943 ne s'appliquant qu'aux appareils métalliques et en l'absence
de dispositions spécifiques de l'arrêté du 9 février 1982, il
existe un vide juridique concernant les marques de service, les
réépreuves et les conditions d'utilisation des bouteilles
frettées non entièrement métalliques.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je ne
partage pas ce point de vue en raison d'une part des références
explicites à l'arrêté du 23 juillet 1943 qui figurent dans
l'arrêté du 9 février 1982 et, d'autre part, des comptes rendus
correspondants de la commission centrale des appareils à pression
et de sa section permanente générale qui mettent en évidence que
le législateur a assimilé à des appareils métalliques, au sens
de l'arrêté du 23 juillet 1943, les récipients pour lesquels la
partie métallique joue un rôle prépondérant dans leur résistance
à la pression.

Vous voudrez donc bien considérer applicables les dispositions de l'arrêté du 23 juillet 1943 aux bouteilles frettées entrant dans le champ d'application de l'arrêté du 9 février 1982 sans tenir compte de la nature non métallique de la frette.

L'ingénieur des mines



D. PIERRE